

TLEMCCEN

Quel avenir pour les réfugiés subsahariens ?

La situation devient de plus en plus difficile pour ces damnés de la Terre. Maintenant que tout le monde en parle, il est temps d'étudier ce douloureux problème, en examinant tous ses contours.

Après les événements de Ouargla et de Béchar, récemment, il faut s'attendre à d'autres et pour cause : le nombre de ces exilés de la misère ne cesse d'augmenter. Ils arrivent, souvent en famille, avec des enfants en bas âge, ils traînent à longueur de journée à travers les rues de la ville, certains choisissent de se réfugier dans les villages, à la recherche d'âmes charitables.

Cependant, il faut que les pouvoirs publics s'impliquent, on ne peut faire semblant, la situation risque de dégénérer à tout moment.

A Tlemcen, personne ne montre du doigt ces pauvres malheureux, au contraire, les gens font preuve de beaucoup de bonté et d'humanisme, mais l'insécurité existe, parfois certains réfugiés, de tribus différentes, ou

de différents pays, ne s'entendent pas et souvent, certaines rixes tournent au drame. Cependant on reste perplexe devant la déclaration de la présidente du CRA, qui affirme «qu'aucun réfugié étranger en danger ne sera rapatrié», mais tous ces réfugiés sont en danger, alors il faut accompagner ces déclarations avec des actes.

Si on accepte que des réfugiés s'installent dans notre pays, il faudra leur assurer le minimum d'aide et d'assistance, or ces derniers vivent dans le dénuement le plus complet et l'errance,

faut-il rappeler qu'il n'y a pas un seul point d'eau public mis à leur disposition, il arrive à ces malheureux de ne pas se laver pendant plusieurs jours, d'où un grand risque sanitaire. Et puis, il y a l'avenir de ces enfants en âge de scolarité, qui sont livrés par leurs propres parents à la rue, pour faire la manche.

Comment peut-on accepter ces communautés dans un pays, sans leur garantir le minimum sur le plan sanitaire, il y a un grand risque d'autant plus que la majorité des Subsahariens refusent de se faire vacciner.

L'Algérie est certes signataire de plusieurs conventions humanitaires, mais il y a des règles d'hospitalité à respecter ne serait-ce que sur le plan concernant l'enfance, il faut interdire aux réfugiés d'exploiter leur progéniture (des enfants en âge de scolarité, parfois pieds nus, sont lâchés dans la ville pour faire la manche) il y a là risque d'enlèvement.

Parmi les différentes communautés se trouvant sur le sol algérien, la priorité devra être accordée à nos voisins du Sud.

M. Zenasni

POSTES DE TIPASA

350 000 comptes CCP et 80 000 comptes d'épargne recensés

Lors de la tenue récente du forum de Radio Tipasa, avec un thème dédié aux postes, M. Selti, le directeur des postes de Tipasa a révélé l'existence de 350 000 comptes CCP ainsi que 80 000 comptes d'épargne dans les postes de Tipasa. Il dira à ce propos que jusqu'au mois de février 2016, plus de 11 700 lettres, chèques et autres documents, ont été réceptionnés dont plus de 10 000 lettres, chèques et autres documents ont été distribués.

Interpellé à propos des scènes de panique, de mouvements de foule et de bousculades observés dans certains bureaux de poste en Algérie, lors du versement des pensions de retraites ou des salaires de fin de mois, M. Selti, le directeur des postes de Tipasa, dira en substance «je n'ai pas été témoin de telles situations, mais j'estime que la mise en place des guichets uniques avec des tickets numérotés, devra amplement

régler ce type de situations».

S'agissant des bureaux de poste qui avaient souffert du manque de liquidités, M. Selti, le directeur des postes de Tipasa, dira à ce propos «l'approvisionnement en liquidités dans les 71 bureaux de poste est permanent. Une entreprise de transfert de fonds a été engagée pour cela, ainsi tous les moyens sont déployés pour éviter ce type de problèmes, et en plus des disponibilités ordinaires existantes, la

ressource humaine a été renforcée», affirme l'orateur, qui a été interpellé à propos du problème d'étanchéité dans certains bureaux de poste, et qui précise, à cet effet, qu'il y a 28 bureaux de poste, où il a été recensé ce problème d'étanchéité pour lequel, une prise en charge a été effectuée sachant que 13 millions de dinars sont dédiés à cette opération.

S'agissant des horaires continus, M. Selti, le directeur des postes, affirmera que l'ensemble des postes des principales villes de la wilaya et des recettes principales effectue le système d'horaires continus allant de 8 heures à 18 heures 30, exceptées les agglomérations secondaires qui effectuent les horaires allant de 8 heures à 12 heures et de 14

heures 30 à 17 heures

Quant au guichet automatique bancaire (GAB), ou distributeur de billets de banques, M. Selti, le directeur des postes de Tipasa, interpellé sur la limitation des retraits par carte magnétique à un maximum de 20 000 dinars, dira à ce propos : «Avec la carte CCP, le titulaire est en mesure d'effectuer des retraits d'espèces dans les GAB d'Algérie Poste et les DAB des banques et établissements financiers adhérant au Réseau monétique interbancaire», précisa en substance l'orateur qui ajoute qu'il «existe deux types de cartes de paiement interbancaires (CIB) – la Gold et la Classique. Ces cartes sont délivrées à la demande du titulaire d'un compte CCP moyennant le paiement d'une cotisation

annuelle prélevée d'office de son compte, d'un montant de l'ordre de 700 DA/an pour la carte Gold et de 400 DA/an pour la carte classique.»

M. Selti, le directeur des postes de Tipasa, dira à ce propos que «la carte de paiement CIB permet le retrait d'espèces sur l'ensemble des automates DAB et GAB ; ces paiements sont possibles dans les limites des montants plafonds de paiement fixés, c'est-à-dire 20 000 dinars de retrait sur GAB d'Algérie Poste ou bien retrait DAB d'autres banques 20 000 DA en 7 jours. Quant aux cartes Gold, le retrait sur GAB d'Algérie Poste est de 40 000 DA ou bien un retrait DAB d'autres banques fixé à 20 000 DA en 7 jours».

Houari Larbi

AÏN-TÉMOUCHENT

Journées portes ouvertes sur l'administration fiscale

La Chambre de commerce et d'industrie Sufat de Aïn-Témouchent a organisé en fin de semaine en collaboration avec la Direction des impôts, des journées portes ouvertes sur l'administration fiscale et les finalités attendues d'une telle journée qui visent un engouement important de la part des industriels et partenaires économiques ainsi que les citoyens qui devraient se soumettre volontairement au domaine fiscal.

Le siège de la Chambre d'industrie et de commerce qui est implanté dans la rue Khemisti, au chef-lieu de wilaya, a abrité cette manifestation du 27 au 31 mars 2016, en marge de ces journées, et dans le cadre de l'opération d'explication du système fiscal, il a été organisé une journée d'étude sur les activités de l'administration fiscale, ses rôles et ses objectifs dans la

gestion du secteur, particulièrement les facilités fiscales, la réduction réglementaire des amendes fiscales, tout ceci a été abordé lors des conférences par des représentants de la Direction des impôts et des directeurs locaux de banques de la wilaya au profit des concernés du domaine.

Concernant les facilités fiscales, il a été présenté avec des explica-

tions plus claires, des volets contenant la facilitation et allègement fiscaux qui comprennent la numérisation, la déclaration et le paiement de l'impôt forfaitaire unique, ainsi que les garanties attribuées aux préposés des impôts, l'importance accordée au domaine du contrôle fiscal, les garanties dans les contentieux fiscaux et enfin le volet relatif aux technologies de l'information et de la communication dans le domaine de la fiscalité.

La réduction réglementaire des amendes fiscales était l'objet de la seconde intervention du conférencier qui dira qu'elle comprendra l'allègement conditionné, le recours au niveau de la wilaya et la non-imposi-

tion pour ceux qui sont chargés de la fiscalité et qui payent leurs redevances intégralement en une seule fois.

Les présents ont suivi aussi une autre conférence portant sur le devoir de payer volontairement les redevances fiscales, dont ceux qui veulent adhérer au programme à travers les différentes agences bancaires, selon leurs choix pour déposer les fonds avec versement d'une taxe forfaitaire de 07% pour que les services fiscaux puissent lui attribuer une attestation de régularisation de sa situation fiscale dans un délai n'excédant pas les 7 jours avec d'importants avantages.

S. B.

REGROUPEMENT RÉGIONAL DE L'ONVT

Un congrès prochainement

C'est à la Munatec de Canastel près d'Oran, qu'a eu lieu durant toute la journée d'hier, un regroupement régional-ouest des membres de l'Organisation nationale des victimes du terrorisme (ONVT).

La rencontre présidée par M<sup>me</sup> Flici a été l'occasion pour cette dernière d'aborder nombre de sujets relatifs à l'actualité liée à la situation des victimes du terrorisme et à l'activité interne à l'organisation. Ne niant pas les dissensions internes qui pénalisent ou handicapent un tant soit peu le travail de l'ONVT, l'oratrice a, du même coup, évoqué la tenue d'un congrès pour la prochaine rentrée sociale de 2016.

Ce congrès par ailleurs permettra aussi la montée de la relève au sein de l'organisation qui continue à se battre pour un statut clair au profit des victimes du terrorisme et d'évoquer qu'aujourd'hui les enfants victimes du terrorisme sont des adultes à part entière. Durant la rencontre, un sentiment amer et mitigé était perceptible comme évoqué lors des prises de parole et pas nié par la présidente. La loi sur la réconciliation a permis à d'anciens terroristes d'être réintégrés dans la société, certains vont même sur les plateaux de télévision privées avons-nous entendu. Autant de choses qu'évoquera M<sup>me</sup> Flici alors que dans le même temps, les victimes du terrorisme n'ont toujours pas un statut clair bien défini et que les enfants se débattent parfois dans des problèmes sociaux.

Fayçal M.